Conseil d'Etat — Raad van State
LÉGISLATION — WETGEVING

2 0-VII 1955

Transmis à M. Coordination (1)
Overgemaakt aan de H.

ML. L. 4823/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 juin 1955, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur les officiers auxiliaires de la force aérienne", a donné le 29 juin 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e Juni 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht", heeft de 29e Juni 1955 het volgend advies gegeven :

Invité concurremment à donner un avis d'urgence sur le présent projet et sur celui relatif aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, le Conseil d'Etat n'a pu,dans le bref délai qui lui a été imparti,effectuer un examen complet du projet. Il ne peut que formuler quelques observations générales et souligner ce qui, dans chacun des articles, ne coïncide pas avec la législation existante ainsi que noter certains oublis qui pourraient,dans l'avenir,créer des difficultés.

\+

\+ \+

Observations générales.

I. Le projet a comme objet de régler par une loi particulière le statut des officiers auxiliaires de la force aérienne qui est actuellement organisé par la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne,modifiée par la loi du 14 juin 1951 et par l'arrêté royal du 16 avril 1952.

En consacrant dans la loi du 3 avril 1948 un chapitre spécial aux officiers auxiliaires,le législateur de 1948 manifestait la volonté qu'une même loi régisse les diverses catégories d'officiers de la force aérienne.

Le projet reprend mutatis mutandis des dispositions de la loi du 3 avril 1948 ainsi que des dispositions de l'arrêté royal du 16 avril 1952. Il n'innove guère qu'en créant, par ses articles 11 à 13, le pécule de départ et en prenant, par son article 14,une disposition relative au régime des pensions de survie.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que pour éviter l'éparpillement des textes, il serait préférable d'insérer les quelques dispositions nouvelles dans le chapitre IV de la loi du 3 avril 1948 plutôt que de régler, par une loi distincte, le statut des officiers auxiliaires.

Il n'est toutefois pas possible au Conseil d'Etat, étant donné le délai qui lui est imparti, de proposer un texte qui répondrait à cette observation générale.

C'est donc sous réserve de celle-ci qu'il formule à l'égard du projet les considérations qui suivent.

\+

\+ \+

II. Le projet gagnerait en clarté s'il était divisé en chapitres selon le plan suivant :

Article 1er.

Chapitre 1er.-Des candidats officiers auxiliaires - articles 3, 4 et 5.
Chapitre II. - Des officiers auxiliaires - articles 6, 2, 7 à 10.
Chapitre III.- Du pécule de départ et de la pension de survie - articles 11 à 14.
Chapitre IV.- Du passage dans les cadres actifs et de réserve - articles 15 à 18.
Chapitre V. - Dispositions finales et transitoires - articles 19 à 21.

.../...

III. Il résulte de l'économie générale du projet que pour pouvoir devenir candidat officier auxiliaire et plus tard officier auxiliaire, il faut entrer dans la carrière militaire en signant un engagement par application du chapitre VIII de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Cet engagement est résiliable aux conditions fixées par l'article 5 et l'incidence de cette résiliation sur les obligations militaires est réglée par l'article 83 de la loi du 15 juin 1951, sous réserve des dérogations qui sont prévues dans l'article 10 du projet.

Le projet est toutefois conçu comme si l'officier auxiliaire continuait alors qu'il est promu au grade de sous-lieutenant auxiliaire, à se trouver sous le régime de l'engagé volontaire comme lorsqu'il était sous-officier. Les articles 9 et suivants parlent de résiliation d'engagement et l'article 10 suppose que l'article 83 de la loi sur la milice est applicable à cette résiliation puisqu'il y apporte, dans certains cas, une dérogation.

Considérer un officier comme un engagé volontaire au sens de la loi sur la milice va, d'une part, à l'encontre de la loi du 15 juin 1951 qui ne prévoit l'engagement volontaire que dans le chef des sous-officiers et des soldats. C'est, d'autre part, introduire dans le statut traditionnel des officiers une modalité dont on n'aperçoit pas la raison juridique et que la loi du 3 avril 1948, modifiée par la loi du 14 juin 1951, ne connaît pas. Celle-ci ne prévoit pas de résiliation de l'engagement de ces officiers, mais bien la démission du grade.

.../...

Si le Gouvernement entend vraiment instituer le régime de l'engagement pour les officiers auxiliaires de la force aérienne, il importerait que cela se fît de manière à ne créer aucune confusion avec l'engagement prévu par la loi de milice et moyennant une adaptation à leur qualité d'officier.

Comme rien cependant, ni dans l'exposé des motifs, ni dans les indications qui ont été données au Conseil d'Etat au cours de l'examen du projet, ne traduit explicitement la volonté du Gouvernement d'user du mécanisme juridique de l'engagement pour s'attacher les officiers auxiliaires dont il a besoin, mais que le Gouvernement se borne plutôt à subordonner leur nomination en qualité d'officier à la souscription d'une promesse de servir dans le personnel navigant de la force aérienne pendant un temps déterminé, de manière à éviter qu'une fois nommés ils sollicitent une autre affectation, le Conseil d'Etat suggère d'apporter au projet les modifications qui ressortissent des textes proposés ci-après.

\+

\+ \+

Observations particulières.

Article 1er.

Comme une loi distincte est désirée pour les officiers auxiliaires, la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne ne leur sera plus applicable. Le projet aura

donc comme effet de supprimer le cadre des officiers auxiliaires actuellement existant. Le Conseil d'Etat suggère, dès lors, de rédiger l'article 1er de la manière suivante de façon à le rétablir immédiatement.

"Article 1er.-

Il est institué au sein du personnel navigant de la force aérienne un cadre d'officiers auxiliaires".

Article 2.

L'article 2 s'appliquant aux officiers auxiliaires et non aux candidats officiers auxiliaires, doit trouver sa place parmi les dispositions ayant trait à ces officiers, après l'article 6 auquel il se réfère.

Article 3.

Pour répondre à l'observation générale III, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 3 de la manière suivante :

"Article 3.-

Nul ne peut être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne :

1° s'il ne possède les qualités indispensables à la carrière d'officier;

.../...

2° s'il n'a signé un engagement ou un rengagement en application de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

3° s'il n'a signé une déclaration aux termes de laquelle:

a) il restera en service actif pendant une période qui ne peut être inférieure à un nombre d'années fixé par le Roi, ni supérieure à douze ans;

b) il servira, à l'expiration de la période prévue au a, dans le cadre des officiers de réserve du personnel navigant de la force aérienne jusqu'à l'expiration des obligations militaires imposées par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

4° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut fixer".

Article 5.

Cet article prévoit les conditions de résiliation de l'engagement du candidat officier auxiliaire. Ce faisant, il déroge à la règle fixée par l'article 79 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, qui confie au Roi le pouvoir d'arrêter les conditions de telles résiliations.

Si le Gouvernement entend appliquer à la résiliation du rengagement les mêmes conditions que celles qu'il prévoit pour la résiliation de l'engagement - ce qui paraît certain -, il y aurait lieu de compléter l'article 5 et de prévoir cette hypothèse.

Par souci de clarté, le Conseil d'Etat suggère de compléter l'article par le paragraphe suivant repris de l'article 10 du projet, mis en concordance avec l'article 83 de la loi sur la milice :

.../...

" § 3. Par dérogation à l'article 83 de la loi du 15 juin 1951, si l'engagement du candidat officier auxiliaire est résilié pour cause d'inaptitude physique au seul service navigant ou pour cause d'inaptitude professionnelle, la durée du service qu'il a accompli est décomptée du terme de milice auquel l'intéressé est astreint".

Il se pose cependant la question de savoir s'il entre dans les intentions du Gouvernement de déroger à l'article 83 de la loi du 15 juin 1951 dans l'hypothèse prévue à l'article 5, § 2, du projet.

Article 6.

Le projet dispose en son article 3 que pour être agréé comme candidat officier auxiliaire, il faut remplir certaines conditions fixées par la loi et, en outre, les conditions "que le Roi peut fixer".

En son article 15, après avoir énuméré les conditions que l'officier auxiliaire doit remplir pour pouvoir être admis dans les cadres actifs, le projet prévoit que le Roi peut ajouter d'autres conditions.

Par contre, l'article 6 du projet fixe les conditions qui doivent être remplies pour être nommé sous-lieutenant auxiliaire; cet article ne dispose pas que le Roi peut en fixer de supplémentaires.

Il résulte de là que l'article 6 donne au candidat officier auxiliaire un droit à être promu sous-lieutenant s'il remplit les conditions qu'il prévoit. Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 6.-

Est nommé sous-lieutenant auxiliaire, le candidat qui remplit les conditions suivantes :

1° être âgé de 19 ans accomplis;
2° être candidat officier auxiliaire;
3° avoir satisfait à une épreuve professionnelle aux conditions déterminées par le Roi".

Article 7.

Les règles d'avancement des officiers du personnel navigant de la force aérienne n'étant pas absolument identiques à celles des catégories du personnel technicien ou d'administration, il y aurait lieu de compléter l'article 7 en spécifiant qu'il s'agit des règles applicables aux officiers de leur catégorie.

Article 9.

Pour répondre à l'observation générale III, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 9 de la manière suivante :

"Article 9.-

§ 1er. Le Roi peut, par arrêté motivé, démettre l'officier auxiliaire de son grade pour motif disciplinair pour inaptitude morale ou professionnelle sur avis d'une commission d'enquête, et pour motif d'inaptitude physique sur avis conforme d'une commission médicale.

.../...

Le Roi détermine la composition de ces commissions ainsi que la procédure à suivre devant elles.

§ 2. Sur demande de l'intéressé, la démission du grade peut être prononcée aux conditions fixées par le Roi".

Il y aurait lieu, de plus, de préciser dans cet article 9 quelle sera la situation militaire des officiers auxiliaires démis de leur grade.

Article 10.

Pour répondre à l'observation générale III, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 10 de la manière suivante :

"Article 10.-

Lorsque la démission du grade est prononcée pour inaptitude physique au seul service navigant ou pour inaptitude professionnelle, la durée du service que l'intéressé a accompli est décomptée du terme de milice auquel il est astreint.

Lorsque la démission du grade est prononcée pour motif disciplinaire ou pour inaptitude morale, l'intéressé est tenu d'accomplir entièrement son terme de milice s'il n'a accompli, depuis son engagement, un temps de service au moins égal au terme de milice auquel il est légalement astreint.

.../...

Lorsque la démission du grade est prononcée pour inaptitude physique à tout service militaire, l'intéressé est considéré comme ayant satisfait à ses obligations militaires".

Articles 11 et 12.

Ces articles octroient "un pécule de départ", dont ils fixent le montant, aux officiers auxiliaires qui quittent le service après avoir accompli un nombre déterminé d'années de service ainsi qu'aux officiers et candidats officiers qui quittent le service à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle.

Suivant les intentions du Gouvernement, l'officier auxiliaire ne peut bénéficier des dispositions relatives à la pension d'ancienneté des officiers. Le Conseil d'Etat est d'avis que ce doit être dit en termes clairs. Il propose à cet effet d'insérer avant l'article 11, un article rédigé comme suit :

"Article ....

La législation sur les pensions militaires d'ancienneté n'est pas applicable aux officiers auxiliaires".

L'article 11 devrait être modifié en tenant compte de la terminologie proposée ci-dessus et pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

Il est alloué un pécule de départ dont le montant est égal à vingt-cinq mois du dernier traitement brut d'activité, à l'officier auxiliaire quittant le service après avoir accompli, depuis son agréation comme candidat officier auxiliaire, au moins neuf années de service.

Le montant de ce pécule est égal à cinquante mois du dernier traitement brut d'activité lorsque l'officier auxiliaire quitte après douze années de service".

Pour pouvoir bénéficier du pécule de départ, les militaires désignés à l'article 12, doivent bénéficier d'une pension de réparation qui leur aurait été accordée pour le même fait dommageable. Comme il s'agit d'une dérogation au caractère forfaitaire attaché à la pension de réparation par l'article 1er, alinéa 4, des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948, le Conseil d'Etat propose de le dire d'une manière expresse dans le § 1er de l'article 12.

Le Conseil d'Etat propose, en outre, de rédiger le § 1er de la manière suivante :

"§ 1er. Il est alloué aux conditions suivantes, un pécule de départ à l'officier auxiliaire dont la démission du grade a été prononcée pour inaptitude physique

1° l'inaptitude physique doit résulter soit d'un accident survenu en service aérien commandé et régulièrement exécuté, soit d'une maladie à caractère professionnel dont la cause ou l'aggravation est le fait du service aérien;

.../...

2° l'intéressé doit avoir obtenu une pension de réparation en raison du même fait dommageable.

Quant au § 3, il devrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Les dispositions du présent article sont applicables au candidat officier auxiliaire dont l'engagement a été résilié pour inaptitude physique ou qui a été mis à la réforme".

Article 15.

Un projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée a été déposé à la Chambre des Représentants le 18 mai 1955 (Doc. parl. 292); il modifie notamment les articles 2 et 3 de cette loi.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 16, 2°, du projet de manière à ce qu'il ne se réfère pas aux articles 2 et 3 de la loi du 30 juillet 1938 qui sont sur le point d'être modifiés. Il propose le texte suivant :

"2° s'il n'a satisfait :

a) à l'épreuve sur la connaissance approfondie d'une des deux langues nationales imposée au candidat à l'Ecole royale militaire ou au candidat qui se présente à l'épreuve littéraire et scientifique prévue pour l'accession au grade de sous-lieutenant par la voie du cadre;

.../...

b) à l'épreuve sur la connaissance effective de la langue imposée lors de l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire, lors de l'examen de passage à l'Ecole d'application ou lors de l'épreuve professionnelle finale pour la nomination par la voie du cadre".

On pourrait aussi recourir à un texte plus simple qui serait rédigé comme suit :

"2° s'il n'a satisfait aux épreuves linguistiques prévues pour l'accession au grade de sous-lieutenant des cadres actifs".

Article 16.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 16 de la manière suivante :

"Article 16.-

Le nombre d'officiers auxiliaires qui peuvent être admis dans les cadres actifs est déterminé annuellement par le Roi".

.../...

Article 17.

Comme les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 ne sont pas applicables aux officiers auxiliaires , il y aurait lieu, pour qu'aucun doute ne subsiste, de prévoir que le temps passé comme candidat officier auxiliaire et comme officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté d'un officier des cadres actifs, ancien officier auxiliaire.

Le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 17 par la disposition suivante :

"Le temps passé au service actif comme candidat officier auxiliaire et comme officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté de l'officier des cadres actifs".

Article 18.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de limiter les obligations militaires de l'officier de réserve du personnel navigant, ancien officier auxiliaire, de la même manière que celles des miliciens de la classe à laquelle il est rattaché, il y aurait lieu de le dire en termes clairs car il s'agit d'une dérogation au statut de l'officier de réserve fixé par la loi du 18 avril 1905, modifiée par la loi du 14 juillet 1951 et par les arrêtés pris en exécution de cette loi.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 18 de la manière suivante :

.../...

"Article 18.-

L'officier auxiliaire qui n'est pas admis dans les cadres actifs du personnel navigant de la force aérienne, est versé, à l'issue de son terme de service actif comme officier auxiliaire, dans les cadres de réserve du personnel navigant de la force aérienne. Ses obligations militaires prennent fin en même temps que celles de la classe de milice à laquelle il est rattaché".

Article 19.

L'article 19 du projet abroge les articles 31 à 34 bis de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne. Il abroge également, en tant qu'il concerne les officiers auxiliaires, l'article 8, 1°, 2°, 3° et 5°, de la même loi.

Comme le projet n'insère pas ses dispositions dans la loi du 3 avril 1948, le Conseil d'Etat propose, par souci de simplification, de déclarer cette loi inapplicable aux officiers auxiliaires sous les réserves formulées à l'article 7 du projet. Il suggère, en conséquence, de remplacer l'alinéa 2 de l'article 19 du projet par la disposition suivante :

"Sous réserve de l'article 7, les officiers auxiliaires ne sont plus soumis à la loi du 3 avril 1948".

.../...

Article 20.

La terminologie des §§ 1er et 2 de l'article 20 devrait être modifiée pour répondre à l'observation générale III.

Les conditions mises à la nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire étant dans le projet pratiquement celles qui sont imposées par la loi du 3 avril 1948 et par l'arrêté royal du 16 avril 1952, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la nécessité de prévoir dans le § 2 de l'article 20 que ce sont les anciennes conditions qui restent applicables.

En disposant en son § 3 que les officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires du personnel technicien et d'administration restent soumis aux dispositions de la loi du 3 avril 1948, l'article 20 du projet maintient à l'égard de ces officiers la disposition de l'article 34, § 4, de cette loi, article qui n'est plus en concordance avec le terme de service actif imposé actuellement aux miliciens.

Le Conseil d'Etat suggère de leur appliquer la présente loi mais en prenant les dispositions transitoires nécessaires. Il propose à cet effet de rédiger le § 3 de la manière suivante :

"Les militaires qui sont, à la date de publication de la présente loi, revêtus d'un grade d'officier auxiliaire ou qui ont été agréés comme

.../...

candidats, dans les catégories des officiers techniciens et d'administration, sont soumis aux dispositions de la présente loi sous les réserves suivantes :

1° la durée de leur présence au service actif depuis leur agréation comme candidat officier auxiliaire ne peut être supérieure à cinq années;

2° les articles 11 à 13 ne leur sont pas applicables".

Si le Gouvernement entend que ces officiers auxiliaires soient soumis aux mêmes obligations militaires que les officiers de réserve des catégories des officiers techniciens et d'administration, il y aurait lieu d'ajouter à la disposition qui précède, un 3° rédigé comme suit :

"3° leurs obligations militaires comme officier de réserve sont celles des officiers de réserve des catégories du personnel technicien et d'administration de la force aérienne".

Le § 4 de l'article 20 fait rétroagir au regard des militaires visés dans cet article, l'application de l'article 14 du projet; il entend de cette façon régulariser les retenues qui ont été effectuées depuis un certain temps sur les traitements de ces militaires.

Si telle est la seule portée de cette disposition, le Conseil d'Etat propose de la rédiger de la manière suivante :

.../...

" § 4. L'article 14 est applicable aux militaires visés aux §§ 1er à 3 du présent article à partir de ... (date fixe)".

Le projet, par contre, ne prévoit pas de disposition transitoire permettant à ces militaires de faire valoir, dans les conditions prévues par l'article 7 de l'arrêté royal du 12 mars 1936, les services effectués avant de bénéficier des dispositions de cet arrêté royal.

Contreseing.

En instituant "le pécule de départ", les articles 11 à 13 du projet constituent des dispositions dont l'application grèvera le budget. Le projet doit, dès lors, en application de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948, être contresigné par le Ministre des Finances.

Tegelijkertijd om een spoedadvies verzocht over het onderhavige ontwerp en over het ontwerp betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, is het de Raad van State binnen de korte tijd waarover hij beschikte, niet mogelijk geweest het ontwerp aan een volledig onderzoek te onderwerpen. Hij kan alleen enige algemene opmerkingen naar voren brengen, voorts de aandacht vestigen op wat in elk der artikelen afwijkt van de bestaande wetgeving, en er op wijzen dat enige dingen vergeten zijn, hetgeen in de toekomst aanleiding zou kunnen zijn tot moeilijkheden.

\+

\+ \+

Algemene opmerkingen.

I. Doel van het ontwerp is, door een bijzondere wet het statuut te regelen van de hulpofficieren van de luchtmacht, welk statuut thans is ingericht door de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951 en bij het koninklijk besluit van 16 April 1952.

Wanneer de wetgever in de wet van 3 April 1948 een speciaal hoofdstuk wijdde aan de hulpofficieren, heeft de wetgever van 1948 te kennen gegeven dat hij éénzelfde wet wil doen zien gelden voor de verschillende categorieën van officieren van de luchtmacht.

.../...

Het ontwerp neemt mutatis mutandis bepalingen over uit de wet van 3 April 1948 en uit het koninklijk besluit van 16 April 1952. De enige innovatie bestaat in het instellen van het vertrekgeld (artikelen 11 tot 13) en in een bepaling (artikel 14) betreffende het stelsel van het overlevingspensioen.

De Raad van State oordeelt dat het verkieslijk zou zijn, om versnippering van de teksten tegen te gaan, de enkele nieuwe bepalingen in te voegen in hoofdstuk IV van de wet van 3 April 1948, veeleer dan door een afzonderlijke wet het statuut van de hulpofficieren te regelen.

Binnen de korte tijd waarover hij beschikt, is het de Raad evenwel niet mogelijk, een tekst voor te stellen die aan deze algemene opmerkingen zou tegemoetkomen.

De hierna volgende overwegingen betreffende het ontwerp worden dus gegeven onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

\+

\+ \+

II. Het ontwerp zou veel duidelijker zijn indien het in hoofdstukken werd ingedeeld, volgens dit schema :

Artikel 1.-

Hoofdstuk I. - Candidaat-hulpofficieren.
Artikelen 3, 4 en 5.

Hoofdstuk II. - Hulpofficieren.
Artikelen 6, 2, 7 tot 10.

Hoofdstuk III. - Vertrekgeld en overlevingspensioen.
Artikelen 11 tot 14.

Hoofdstuk IV. - Overgang naar het actief kader en naar het reservekader.
Artikelen 15 tot 18.

.../...

Hoofdstuk V. - Slot- en overgangsbepalingen.
Artikelen 19 tot 21.

III. - Uit de algemene economie van het ontwerp blijkt dat men, om candidaat-hulpofficier en later hulpofficier te worden, in de militaire loopbaan moet treden door een dienstverbintenis bij toepassing van hoofdstuk VIII van de Dienstplichtwet van 15 Juni 1951 te ondertekenen.

- Deze dienstverbintenis kan verbroken worden onder de voorwaarden gesteld in artikel 5, en de terugslag van deze verbreking ten aanzien van de militaire verplichtingen is geregeld in artikel 83 van de wet van 15 Juni 1951, onder voorbehoud van de in artikel 10 van het ontwerp bepaalde afwijkingen.

Het ontwerp is echter opgevat alsof de hulpofficier, nadat hij tot de graad van hulp-onderluitenant is bevorderd, nog altijd onder het stelsel van de vrijwillig dienstnemende zou staan, zoals toen hij nog onderofficier was. De artikelen 9 en volgende spreken van de verbreking van de dienstverbintenis en artikel 10 onderstelt dat artikel 83 van de Dienstplichtwet op deze verbreking toepasselijk is, aangezien het in sommige gevallen een afwijking daarvan invoert.

- Een officier als een vrijwillig dienstnemende in de zin van de Dienstplichtwet beschouwen, is enerzijds in strijd met de wet van 15 Juni 1951 waarin van dienstverbintenis alleen sprake is voor onderofficieren en soldaten. Aan de andere kant komt het er op neer, dat in het traditionele statuut van de officieren een regeling wordt ingevoerd, waarvan niet duidelijk is hoe zij juridisch is te verantwoorden, en die de wet van 3 April 1948, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951, niet kent. In deze wet is geen sprake van de verbreking van de dienstverbintenis van deze officieren, maar wel van hun ontslag uit de graad.

Indien de Regering werkelijk bedoelt, het stelsel van de dienstverbintenis voor de hulpofficieren van de luchtmacht in te voeren, dan zou dit derwijze moeten gebeuren, dat geen verwarring mogelijk is met de in de Dienstplichtwet bepaalde dienstverbintenis, en met aanpassing van hun hoedanigheid van officier.

Aangezien evenwel noch in de memorie van toelichting, noch in de gegevens die aan de Raad van State tijdens het onderzoek van het ontwerp zijn verstrekt, enige uitdrukkelijke aanwijzing is te vinden voor de bedoeling van de Regering, het juridisch mechanisme van de dienstverbintenis te gebruiken bij het aanwerven van de hulpofficieren die zij nodig heeft, maar aangezien de

Regering er zich veeleer toe beperkt, voor hun benoeming tot officier te eisen, dat zij een belofte ondertekenen, voor een bepaalde duur dienst te nemen in het vliegend personeel van de luchtmacht, om te vermijden dat zij, wanneer zij eenmaal zijn benoemd, een andere aanwijzing zouden vragen, stelt de Raad van State voor, in het ontwerp wijzigingen aan te brengen, die uit de hierna voorgestelde tekst blijken.

.../...

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1.-

Daar voor de hulpofficieren een afzonderlijke wet wordt gewenst, zal de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht niet langer op hen van toepassing zijn. Het ontwerp zal dus tot de afschaffing van het thans bestaande kader der hulpofficieren leiden. De Raad van State geeft derhalve in overweging, artikel 1 zo te redigeren, dat dit kader opnieuw tot stand wordt gebracht.

"Artikel 1.-

Onder het vliegend personeel van de luchtmacht wordt een kader van hulpofficieren ingesteld".

Artikel 2.-

Artikel 2 is toepasselijk op de hulpofficieren en niet op de candidaat hulpofficieren. Het moet dus worden opgenomen onder de bepalingen met betrekking tot deze officieren, d.i. na artikel 6, waarnaar het verwijst.

Artikel 3.-

Met inachtneming van de algemene opmerking III, stelt de Raad van State voor, artikel 3 als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

Niemand kan als candidaat hulpofficier bij de Luchtmacht worden aanvaard :

1° indien hij niet de onontbeerlijke hoedanigheden voor de officierenloopbaan bezit;

2° indien hij geen verbintenis of nieuwe verbintenis bij toepassing van de dienstplichtwet heeft ondertekend;

3° indien hij geen verklaring heeft ondertekend, naar luid waarvan :

a) hij in actieve dienst zal blijven gedurende een periode die niet korter mag zijn dan een door de Koning bepaald aantal jaren, en twaalf jaren niet mag te boven gaan;

b) hij, bij de afloop van de onder a) bedoelde periode, in het kader der reserveofficieren van het vliegend personeel der luchtmacht zal dienen tot de bij de dienstplicht opgelegde militaire verplichtingen een einde nemen;

4° indien hij niet voldoet aan de vereisten welke de Koning kan bepalen".

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt onder welke voorwaarden de dienstverbintenis van de candidaat-hulpofficier kan worden verbroken. In zover wijkt het af van de regel neergelegd in artikel 79 van de Dienstplichtwet van 15 Juni 1951, waarbij de bevoegdheid tot het vaststellen der voorwaarden van zodanige verbrekingen aan de Koning wordt opgedragen.

Ligt het in de bedoeling van de Regering, en dit lijkt wel het geval te zijn, aan de verbreking van de nieuwe dienstverbintenis dezelfde voorwaarden te verbinden als aan de verbreking van de dienstverbintenis, dan moet artikel 5 zo worden aangevuld dat het met deze hypothese rekening houdt.

Duidelijkheidshalve stelt de Raad van State voor, dit artikel aan te vullen met de volgende paragraaf, die aan artikel 10 van het ontwerp is ontleend en met artikel 83 van de Dienstplichtwet in overeenstemming is gebracht :

"§3. In afwijking van artikel 83 van de wet van 15 Juni 1951 wordt, indien de dienstverbintenis van de

.../...

candidaat-hulpofficier is verbroken wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de vliegende dienst alleen of wegens beroepsonbekwaamheid, de duur van de dienst die hij heeft volbracht, afgetrokken van de dienstplichttermijn die de belanghebbende verplicht is te volbrengen".

De vraag is echter of de Regering wel voornemens is van artikel 83 van de wet van 15 Juni 1951 af te wijken in het onder artikel 5, § 2, van het ontwerp bedoelde geval.

Artikel 6.

In artikel 3 bepaalt het ontwerp dat men, om als candidaat-hulpofficier te worden aanvaard, aan bepaalde door de wet gestelde vereisten en ook aan eisen "die de Koning kan bepalen" moet voldoen.

Artikel 15, na te hebben gezegd aan welke voorwaarden de hulpofficier moet voldoen om in het actieve kader opgenomen te kunnen worden, bepaalt dat de Koning daaraan nog andere voorwaarden kan toevoegen.

Artikel 6 van het ontwerp daarentegen stelt de voorwaarden waaraan voor een benoeming tot hulponderluitenant moet worden voldaan : dit artikel zegt niet dat de Koning bijkomende eisen mag stellen.

Hieruit volgt dat artikel 6 aan de candidaat-hulpofficier een recht op bevordering tot onderluitenant verleent indien hij aan de aldaar gestelde eisen voldoet. Daarom stelt de Raad van State voor, dit artikel als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 6.-

Tot hulponderluitenant wordt benoemd de candidaat die aan de volgende vereisten voldoet :

1° volle 19 jaar oud zijn;

2° candidaat-hulpofficier zijn;

3° voldaan hebben aan de vakproef, onder de door de Koning gestelde voorwaarden".

Artikel 7.

Daar de regelen inzake bevordering van de officieren van het vliegend personeel der luchtmacht niet geheel dezelfde zijn als voor de categorieën van het technisch of administratief personeel, zou artikel 7 zo moeten worden aangevuld dat het duidelijk zegt, dat hier de op de officieren van hun categorie toepasselijke regelen zijn bedoeld.

Artikel 9.

Met inachtneming van de algemene opmerking III stelt de Raad van State voor, artikel 9 als volgt te lezen :

"Artikel 9 - § 1.-

De Koning kan de hulpofficier bij gemotiveerd besluit uit zijn graad ontslaan om tuchtredenen, wegens morele ongeschiktheid of wegens beroepsonbekwaamheid, na advies van een onderzoekscommissie, en wegens lichamelijke ongeschiktheid op eensluidend advies van een geneeskundige commissie.

De Koning bepaalt de samenstelling van deze commissies en de te volgen procedure.

.../...

§ 2.-

Op verzoek van de belanghebbende kan het ontslag uit de graad worden uitgesproken onder door de Koning bepaalde voorwaarden".

Verder zou dit artikel 9 moeten aangeven, welke de militaire toestand is van de uit hun graad ontslagen hulpofficieren.

Artikel 10.

Gelet op de algemene opmerking III beveelt de Raad van State voor artikel 10 de volgende lezing aan :

"Artikel 10.-

Wanneer het ontslag uit de graad wordt uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de vliegende dienst alleen of wegens beroepsonbekwaamheid wordt de duur van de dienst die de belanghebbende heeft volbracht, afgerekend van de dienstplichttermijn die hij verplicht is te volbrengen.

Wanneer het ontslag uit de graad wordt uitgesproken om tuchtreden of wegens morele ongeschiktheid is de belanghebbende verplicht zijn dienstplichttermijn volledig te volbrengen, tenzij hij sinds zijn dienstverbintenis ten minste een diensttijd heeft volbracht die gelijk is aan de dienstplichttermijn waartoe hij volgens de wet verplicht is.

Wanneer het ontslag uit de graad wordt uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid voor enige militaire dienst, wordt de belanghebbende geacht zijn militaire verplichtingen te hebben nagekomen.

.../...

Artikelen 11 en 12.

Deze artikelen verlenen aan de hulpofficieren die de dienst verlaten na een bepaald aantal jaren dienst te hebben verricht, en aan de officieren en candidaat-officieren die de dienst verlaten ingevolge ongeval of beroepsziekte, een "vertrekgeld", waarvan ze het bedrag vaststellen.

In de opvatting van de Regering komt de hulpofficier niet in aanmerking voor de bepalingen betreffende het ancienniteitspensioen der officieren. De Raad van State is van oordeel, dat dit met zoveel woorden moet worden gezegd. Daarom stelt hij voor, vóór artikel 11 een als volgt luidend artikel in te voegen :

"Artikel...De wetgeving op de militaire ancienniteitspensioenen is op de hulpofficieren niet van toepassing".

Artikel 11 zou moeten worden gewijzigd met inachtneming van de hierboven voorgestelde terminologie en kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel...Een vertrekgeld waarvan het bedrag gelijk is aan 25 maanden van de laatste bruto-activiteitswedde wordt verleend aan de hulpofficier, die de dienst verlaat nadat hij sinds zijn aanvaarding als candidaat-hulpofficier ten minste negen jaar dienst heeft verricht.

Het bedrag van dit vertrekgeld is gelijk aan 50 maanden van de laatste bruto-activiteitswedde wanneer de hulpofficier na 12 jaar dienst heengaat".

.../...

Om voor dit vertrekgeld in aanmerking te komen moeten de militairen waarvan sprake in artikel 12 een vergoedingspensioen uit hoofde van hetzelfde schade toebrengend feit genieten. Aangezien het hier gaat om een afwijking van het forfaitair karakter, dat artikel 1, vierde lid, van de bij besluit van de Regent van 5 October 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenenaan zodanig pensioen hecht, stelt de Raad van State voor dit in § 1 van artikel 12 uitdrukkelijk te zeggen. Hij beveelt aan, deze eerste paragraaf te lezen als volgt :

"§ 1. Het vertrekgeld wordt onder de hierna bepaalde voorwaarden toegekend aan de hulpofficier wiens ontslag uit de graad wegens lichamelijke ongeschiktheid werd uitgesproken :
1°de lichamelijke ongeschiktheid moet het gevolg zijn hetzij van een ongeval dat zich in bevolen en regelmatig uitgevoerde vliegdienst heeft voorgedaan, hetzij van een beroepsziekte waarvan de oorzaak of de verergering aan de vliegdienst is te wijten;
2° de belanghebbende moet een vergoedingspensioen uit hoofde van hetzelfde schade toebrengend feit hebben verkregen".

§ 3 zou beter luiden als volgt :

"§ 3. Het bepaalde in dit artikel is van toepassing op de candidaat hulpofficier, wiens dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid werd verbroken of die op reform werd gestold".

.../...

Artikel 15.

Een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger is op 18 Mei 1955 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend (Doc. 292); het brengt wijziging onder meer in de artikelen 2 en 3 van die wet.

De Raad van State stelt voor artikel 16, 2° van het ontwerp zo te redigeren dat daarin niet wordt verwezen naar de artikelen 2 en 3 van de wet van 30 Juli 1938, die zullen worden gewijzigd. Hij stelt voor :

"2° indien hij niet geslaagd is :

a) voor het examen over de grondige kennis van een der twee landstalen, af te leggen door de candidaat voor de koninklijke militaire school of de candidaat die zich aanmeldt voor het letterkundig en wetenschappelijk gedeelte van het examen voor onderluitenant langs het kader;

b) voor het examen over de wezenlijke kennis van de taal af te leggen bij het eindexamen aan de koninklijke militaire school, bij het examen voor overgang naar de Applicatieschool of bij het eindvakexamen voor de benoeming langs het kader".

Hiertoe zou ook een eenvoudiger tekst kunnen dienen, namelijk de volgende :

"2° indien hij niet geslaagd is voor de taalexamens, af te leggen voor toelating tot de graad van onderluitenant van het actief kader".

.../...

Artikel 16.

De Raad van State beveelt voor artikel 16 de volgende lezing aan :

"Artikel 16.De Koning bepaalt jaarlijks hoeveel hulpofficieren tot het actieve kader kunnen worden toegelaten".

Artikel 17.

Daar de bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen niet op de hulpofficieren toepasselijk zijn, is het nodig alle onzekerheid uit te sluiten door voor te schrijven, dat de als candidaat-hulpofficier en als hulpofficier doorgebrachte tijd als werkelijke diensttijd wordt aangemerkt voor de berekening van het ancienniteitspensioen van een officier van het actief kader die gewezen hulpofficier is.

De Raad van State stelt voor, artikel 17 met de volgende bepaling aan te vullen :

"De tijd, in actieve dienst als candidaat-hulpofficier dan wel als hulpofficier doorgebracht, telt als werkelijke dienst mede voor de berekening van het ancienniteitspensioen van de officier van het actief kader".

Artikel 18.

Daar de Regering voornemens is, de militaire verplichtingen van de reserveofficier van het vliegend personeel die gewezen hulpofficier is, op dezelfde wijze te beperken als voor de dienstplichtigen van de klas waartoe hij behoort, dient zulks duidelijk te worden gezegd, aangezien hier afgeweken wordt van het statuut

.../...

van de reserveofficieren, zoals het vastgesteld is bij de wet van 18 April 1905, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951 en bij de ter uitvoering daarvan genomen besluiten.

De Raad van State beveelt voor artikel 18 de volgende lezing aan :

"Artikel 18.-

De hulpofficier die niet tot het actief kader van het vliegend personeel van de luchtmacht is toegelaten, wordt bij het einde van zijn actieve dienstijd als hulpofficier, ingedeeld bij het reservekader van het vliegend personeel van de luchtmacht. Zijn militaire verplichtingen nemen een einde op hetzelfde tijdstip als voor de dienstplichtlichting waartoe hij behoort".

Artikel 19.

Door artikel 19 van het ontwerp worden opgeheven de artikelen 31 tot 34 bis van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht. Ook artikel 8, 1°, 2°, 3° en 5°, van dezelfde wet wordt opgeheven, in zover het op hulpofficieren betrekking heeft.

Daar de bepalingen van het ontwerp niet in de wet van 3 April 1948 worden ingevoegd, stelt de Raad van State eenvoudigheidshalve voor, deze wet ten aanzien van hulpofficieren niet toepasselijk te verklaren, onder het in artikel 7 van het ontwerp gemaakt voorbehoud. Hij stelt dienvolgens voor, het tweede lid van artikel 19 van het ontwerp door de volgende bepaling te vervangen :

.../...

"Onder voorbehoud van artikel 7 is de wet van 3 April 1948 niet langer van toepassing op de hulpofficieren".

Artikel 20.

Gelet op de algemene opmerking III dient de terminologie van paragraaf 1 en paragraaf 2 van artikel 20 te worden gewijzigd.

Nu de voorwaarden voor benoeming tot hulponderluitenant in het ontwerp practisch dezelfde zijn als in de wet van 3 April 1948 en het koninklijk besluit van 16 April 1952, is het de Raad van State niet duidelijk waarom in paragraaf 2 van artikel 20 wordt bepaald, dat de vroegere voorwaarden van toepassing blijven.

Waar in paragraaf 3 gezegd wordt dat op de hulpofficieren en candidaat-hulpofficieren van het technisch en administratief personeel de wet van 3 April 1948 van toepassing blijft, handhaaft artikel 20 van het ontwerp ten aanzien van deze officieren het bepaalde in artikel 34, § 4, van die wet, welk artikel niet meer in overeenstemming is met de thans door dienstplichtigen te volbrengen diensttijd.

De Raad van State stelt voor, deze wet op hen toe te passen, echter met de nodige overgangsbepalingen. Daartoe dient de volgende lezing van § 3 :

.../...

"Op de militairen die op de datum van de bekendmaking van deze wet een rang bekleden van hulpofficier of als candidaat aanvaard werden in de categorieën der officieren-technici en officieren van administratie, is het bepaalde in deze wet van toepassing onder het volgende voorbehoud :

1° de duur van hun aanwezigheid in actieve dienst vanaf hun aanvaarding als candidaat-hulpofficier mag in geen geval vijf jaar te boven gaan;

2° de artikelen 11 tot 13 zijn op hen niet van toepassing".

Wil de Regering dat deze hulpofficieren aan dezelfde militaire verplichtingen onderworpen zouden zijn als de reserveofficieren van de categorie officieren-technici of officieren van administratie, dan dient aan de bovenstaande bepaling een 3° te worden toegevoegd, als volgt :

"3° hun militaire verplichtingen als reserveofficier zijn die van de reserveofficieren van de categorieën technisch- en administratiepersoneel van de luchtmacht".

In § 4 van artikel 20 wordt, ten aanzien van de daar bedoelde militairen, aan de toepassing van artikel 14 van het ontwerp terugwerkende kracht verbonden; de bedoeling is, zodoende de inhoudingen die sinds geruimen tijd op de wedden van deze militairen worden verricht te regulariseren.

.../...

Heeft deze bepaling geen andere draagwijdte, dan wordt de volgende lezing aanbevolen :

"§ 4. Artikel 14 is op de in § 1 tot 3 van dit artikel bedoelde militairen van toepassing met ingang van .... (datum)".

Daarentegen heeft het ontwerp geen overgangsbepaling, waardoor het die militairen mogelijk wordt, onder de bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 12 Maart 1936 gestelde voorwaarden de diensten te doen gelden, die zij verricht hebben vooraleer dit koninklijk besluit op hun toepasselijk was.

Mede-ondertekening.

De artikelen 11 tot 13 van het ontwerp, die een "vertrekgeld" invoeren, zijn bepalingen waarvan de toepassing de begroting zal bezwaren. Het ontwerp moet derhalve bij toepassing van het besluit van de Regent van 15 December 1948 mede door de Minister van Financiën worden ondertekend.

ML.

L. 4823/2.
L. 4824/2.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.